



**OBJECTIFS DE DÉVELOPPEMENT
DURABLE, QUELLES CONTRIBUTIONS
DES MÉTIERS DE L'ENSEIGNEMENT
SUPÉRIEUR ET DE LA RECHERCHE
EN FRANCE ?**





EDITO

Face aux défis environnementaux et sociaux du XXI^e siècle, **il appartient à chacun de contribuer à la réalisation des 17 Objectifs de Développement Durable (ODD)** adoptés en septembre 2015 par les 193 pays membres des Nations Unies. Ces 17 objectifs couvrent des domaines aussi variés que la santé, l'accès à l'eau, la lutte contre la pauvreté, l'égalité des chances, la réussite scolaire, la diversité, la lutte contre le changement climatique ou la protection des espèces animales et végétales.

Par leurs missions et leurs organisations, les universités, les grandes écoles et les Crous sont directement concernés par les Objectifs de Développement Durable et en particulier par le quatrième de ces objectifs : l'accès de tous à une formation de qualité, à tous les âges de la vie, mission d'intérêt général fondatrice de l'enseignement supérieur.

Les ODD n'impliquent pas seulement les gouvernements et leur politique. Il est de la responsabilité de toutes les parties prenantes, non seulement de contribuer aux objectifs nationaux, mais aussi de les décliner en fonction de leurs propres spécificités. Pour assumer cette responsabilité, l'enseignement supérieur français a fait le pari de l'intelligence collective pour rédiger un guide consacré à ses métiers et à leurs relations aux ODD :

- **Cet ouvrage est le fruit d'une étroite collaboration** entre la CPU, la CGE, B&L évolution, le groupe MGEN, le Cnous et le REFEDD (Réseau français des étudiants pour le développement durable). Y ont aussi contribué les Ministères de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation, et celui de la Transition écologique et solidaire, ainsi que le CIRSES (Collectif pour l'intégration du DD&RS dans l'enseignement supérieur).
- Cet ouvrage traite des enjeux sociétaux par le truchement des métiers de l'ESR. Ce parti-pris repose sur le constat que, si chacun d'entre nous peut y contribuer de multiples manières, à travers son vote, ses habitudes de vie, son engagement citoyen, **le temps professionnel reste un moment privilégié de l'engagement collectif.**

- Or, en milieu professionnel, l'action en faveur du développement durable et de la responsabilité sociétale (DD&RS) reste trop souvent cantonnée aux éco-gestes et éventuellement à une sensibilisation à la conscience citoyenne. De plus, elle n'implique le plus fréquemment que certains métiers. **Ces défis concernent** pourtant **toutes les familles de métiers** de l'enseignement supérieur : les métiers de la formation, de l'ingénierie pédagogique, de l'action sociale, de l'accompagnement à l'orientation et à l'insertion professionnelle, du patrimoine, des finances, des ressources humaines et des systèmes d'information, de la restauration, etc.

En quoi une université, une grande école, un restaurant ou une résidence universitaire sont-ils concernés par les ODD ? Comment les intégrer dans les stratégies d'établissement ? Quelle valeur ajoutée pour la gouvernance ? Autant de questions auxquelles ce guide apporte des réponses pratiques, axées sur les grandes familles de métiers de l'enseignement supérieur et de la recherche. Ce document est à ce jour unique, il décline de façon approfondie, après une enquête menée auprès des réseaux professionnels de l'enseignement supérieur, les ODD par type de métier.

Ce livret montre que toutes les fonctions et métiers au sein d'un établissement d'enseignement supérieur et de recherche peuvent, et doivent, contribuer aux ODD et ce, par une collaboration transversale renforcée. Il est également un outil pour développer et valoriser l'engagement d'un établissement à travers ses missions. Il a vocation à être partagé au sein des établissements membres de la CPU, de la CGE et du réseau des Crous, afin qu'ils se l'approprient et en fassent un véritable outil d'aide à la décision.

Gilles ROUSSEL, Président de la Conférence des Présidents d'Université (CPU)

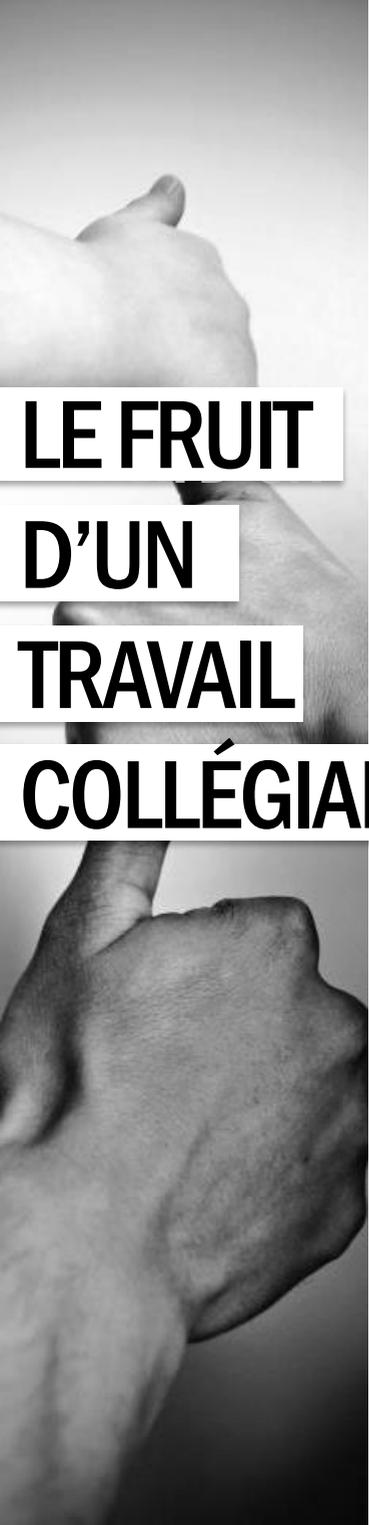
Anne-Lucie WACK, Présidente de la Conférence des Grandes Ecoles (CGE)

Alain TORD, Coopérateur en charge de l'ESR, B&L évolution

Dominique MARCHAND, Présidente du Cnous

Anne-Marie HARSTER, Déléguée nationale MGEN





LE FRUIT D'UN TRAVAIL COLLÉGIAL

Ce guide a été réalisé par :

- La Conférence des Présidents d'Université (CPU)
- La Conférence des Grandes Écoles (CGE)
- B&L évolution
- Le Cnous
- La MGEN
- La Caisse des Dépôts

Avec la contribution de :

- Ministère de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation (MESRI)
- Ministère de la transition écologique et solidaire (MTES)
- Réseau français des étudiants pour le développement durable (REFEDD)
- Collectif pour l'intégration du DD&RS dans l'enseignement supérieur (CIRSES)
- Les réseaux Artiès, Courroie, Arces, AACU et GP'Sup

Pour leur participation au comité de rédaction, nous tenons à remercier :

Natacha BEDHIAF (MESRI), Roumaïssa BENAHMED (B&L évolution), Jean-Christophe CARTERON (Kedge BS/CGE), Michelle JOUHANEAU (MTES/CGDD), Samuel JUHEL (REFEDD), Céline LEROY (CPU), Charles Adrien LOUIS (B&L évolution), Gérald MAJOU (CGE), Mélissa POUTRAIN (B&L évolution), Florian PRUSSAK (Cnous), Pierre-François SZCZECZ (MGEN), Alain TORD (B&L évolution), Alexandra WATIER (B&L évolution)

Pour le temps qu'ils nous ont accordé, nous tenons à remercier :

Lionel BAUMANN, Julie BELLEIL, Joris BENELLE, Dominique BONET FERNANDEZ, Alexandrine BORNIER, François BOUCHET, Jean-Christophe BURIE, Mireille CAMPANA, Yves CARDELLINI, Armelle CARNET, Sandrine CLOAREC, Vincent CONRAD, Hélène DA COSTA, Antoine DE DARUVAR, Michel DELAMARRE, Sandra DURAND, Eric DUTIL, Virginie FILIPPINI, Stéphane FLAMENT, Dominique FRANCON, Isabelle DE FRÉMONT CAMINADE, Nicolas GAILLARD, Marine GAUDIN, Pascale GEFFLOT, Laurent GERBAUD, Franck GIULIANI, Denis GUIBARD, Jean-Christophe GUILLET, Jean-Luc GUINOT, Claude HUAULT, Patricia HUMANN, Muriel HUSSON, Isabelle KRAUD, Claire LABIT, Olivier LABOUX, Yvan LAGADEUC, Claire LAVAL-JOCTEUR, Cécile LECOMTE, Françoise LEFICHANT, Cendrine LELOCAT, Ilona LEMAITRE, Bernard LEMOULT, Alexandre LEVILLAIN, Nourredine MANAMANNI, Anne MANGANO, Virginie MARTIN, Stéphane MINABERRY, Christophe MORIN, Pascal PAIN, Edouard PÉNIDE, Nathalie PETIT-MALTAVERNE, Diane PICLET, Véronique PRAX, Françoise QUERAUD, Christophe QUINTARD, Oriane REYNAUD, Pierre RISSO, Marie-Cécile ROLLIN, Nancy SANCHEZ, Gaël SANDRIN, André SOB CZAK, Pierre VAN DE WEGHE, Lionel VINOURE, Brigitte VU, Marie WALTZER



SOMMAIRE

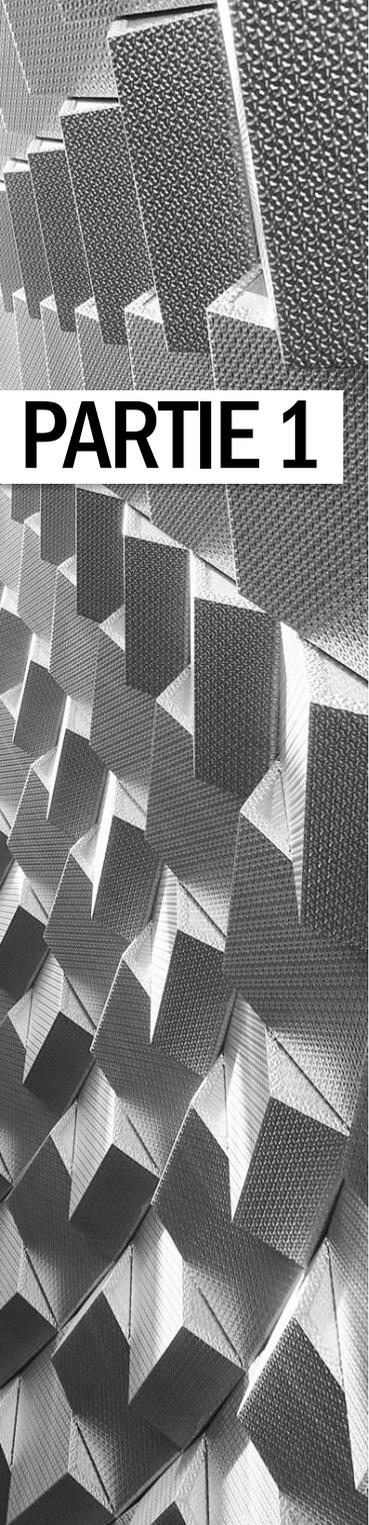


Partie 1. Du Grenelle aux Objectifs de Développement Durable (ODD) : une décennie d'engagement de l'ESR en matière de développement durable P.6

- Retour sur une décennie d'engagement
- Aller plus loin en mobilisant les métiers de l'ESR
- Que sont les ODD ?
- L'enseignement supérieur : un levier majeur de la transition vers une société plus durable
- Tous les métiers contribuent à leur manière aux ODD

Partie 2. Agir pour les ODD dans le cadre de son métierP.14

- 14 fiches métiers au service de l'engagement des professionnels de l'ESR
- Des objectifs partagés entre les métiers



PARTIE 1

Du Grenelle aux Objectifs de Développement Durable (ODD) : une décennie d'engagement de l'ESR en matière de développement durable

- Retour sur une décennie d'engagement p.7
- Aller plus loin en mobilisant les métiers de l'ESR p.8
- Que sont les ODD ? p.9
- L'enseignement supérieur : un levier majeur de la transition vers une société plus durable p.11
- Tous les métiers contribuent à leur manière aux ODD p.13

Retour sur une décennie

Présents de manière diffuse dans les travaux de recherche et d'enseignement, **les enjeux du développement durable pour les établissements d'enseignement supérieur se formalisent en 2009 par l'adoption de l'article 55 de la loi Grenelle 1.** Celui-ci donne l'impulsion en demandant aux établissements d'enseignement supérieur d'élaborer des « plans verts » et évoque la possibilité de créer une labellisation sur le fondement de critères de développement durable.

Depuis 2010, les établissements de l'enseignement supérieur s'appuient sur le « référentiel DD&RS », grille d'auto-évaluation permettant de déterminer le niveau de performance des actions menées en matière de développement durable et de responsabilité sociétale. Ce référentiel distingue cinq champs d'actions : stratégie et gouvernance, politique sociale et ancrage territorial, gestion environnementale, enseignement et formation, activités de recherche.

Certains établissements décident de mettre l'accent dans leurs cursus d'enseignement et leurs activités de recherche sur des thématiques comme la responsabilité sociétale des entreprises, l'économie sociale et solidaire, la transition écologique, l'agroécologie ou la ville durable. D'autres inscrivent ces thématiques dans leur fonctionnement, notamment lors du réaménagement d'un campus. Par nécessité de cohérence et d'exemplarité, les établissements les plus engagés agissent de concert sur ces deux volets.

Le développement durable et la responsabilité sociétale prennent une part croissante dans l'enseignement supérieur. Ceci se matérialise notamment par la création de nouveaux métiers et de deux nouveaux acteurs : le Collectif pour l'Intégration de la Responsabilité Sociétale et du développement durable dans l'Enseignement Supérieur (CIRSES), association des acteurs de la responsabilité sociétale dans l'enseignement supérieur, et le réseau des économistes de flux.

Au niveau national, la CPU et la CGE réalisent un travail de plaidoyer pour appuyer les acteurs de terrain. Elles ont notamment participé à la Conférence environnementale de 2013 et au Conseil national de la transition écologique (CNTE) depuis 2015, ainsi qu'au sommet RIO+20 et à la COP21.

La création du label DD&RS fin 2015, désormais opéré par le CIRSES, du guide de compétences DD&RS et du Sulitest viennent compléter les outils mis en place par l'ESR pour diffuser et impliquer les différents établissements en matière de développement durable.

Témoins de cette dynamique croissante d'engagement pour un développement durable, chaque année, plus de 100 établissements s'auto-évaluent à l'aide du référentiel DD&RS. On compte également déjà près d'une vingtaine d'établissements labellisés DD&RS.

Aller plus loin en mobilisant les métiers de l'ESR

Face aux enjeux environnementaux et sociaux du XXI^e siècle, chacun est appelé à contribuer à travers son vote, ses habitudes de vie, son engagement citoyen et son métier. En milieu professionnel, l'action en faveur du développement durable et de la responsabilité sociétale (DD&RS) peut malheureusement rester souvent cantonnée aux écogestes et à la conscience citoyenne ou sembler ne concerner que certains métiers spécialisés sur le sujet.

Or, pour faire face aux enjeux environnementaux et sociaux, c'est un changement profond de société qu'il s'agit de mettre en œuvre, un changement qui se traduira notamment dans nos manières de rendre compte, de communiquer, d'orienter, de soutenir la vie étudiante, la formation et la recherche, de gérer les risques et de protéger les usagers et d'entretenir des relations internationales. Derrière tous ces aspects se cachent autant de métiers différents de l'ESR, tous concernés dans leur cœur d'activité par le DD&RS.

Pour cela, il est nécessaire de :

- **Décrire les enjeux sociétaux des différentes familles de métiers** de l'enseignement supérieur, ainsi que leurs contributions possibles à ceux-ci ;
- **Montrer en quoi les Objectifs de Développement Durable (ODD) sont l'affaire de tous** et que chaque professionnel de l'enseignement peut y prendre part au travers de ses compétences propres ;
- **Lancer des pistes de réflexions** sur les évolutions des métiers aux regards des enjeux sociétaux ;
- **Comprendre les collaborations existantes entre les métiers** qui partagent des enjeux sociétaux communs et les nouvelles collaborations qu'il faudrait mettre en place.

Nouvel objet à vocation universelle, les ODD ont également le mérite d'embrasser large tout en restant faciles à manier. Ces 17 objectifs dressent un inventaire des enjeux incontournables de notre époque. Leur déclinaison en cibles offre une grille de lecture pour répondre à ces enjeux. Ils constituent ainsi un outil privilégié pour mener une analyse remplissant les besoins énoncés ci-dessus.

Que sont les ODD ?

Adopté en septembre 2015 par les chefs d'État et de Gouvernement réunis lors du Sommet spécial sur le développement durable, **l'Agenda 2030 fixe 17 Objectifs de Développement Durable (ODD)**. Ce programme universel de développement durable adopté par 193 pays **traite conjointement des enjeux environnementaux, sociaux et économiques** : lutter contre les inégalités, l'exclusion et les injustices, faire face au défi climatique et à l'érosion de la biodiversité, et mettre fin à l'extrême pauvreté.

A la différence des 8 Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD) auxquels ils succèdent, les **17 ODD sont universels** : ils concernent l'ensemble des pays du monde, quel que soit leur niveau de développement. Les 17 ODD se déclinent en **169 cibles** liées entre elles. Cette déclinaison des objectifs en cibles thématiques précises renforce les **interactions entre ODD**.

244 indicateurs ont également été sélectionnés pour permettre le suivi des progrès des Nations vis-à-vis des ODD. Ils ont été adoptés en mars 2017 par la commission statistique des Nations Unies. Les gouvernements peuvent par ailleurs définir leurs propres indicateurs.

Le **Forum politique de haut-niveau (High Level Political Forum)** est au cœur du mécanisme de suivi des ODD au niveau global. Il suit un cycle de

quatre ans ponctué par des réunions annuelles pilotées par le Conseil économique et social de l'ONU. A la fin de chaque cycle le Forum se tient lors de l'Assemblée générale des Nations Unies et concernent ainsi directement les chefs d'État et de gouvernement. Les États membres peuvent présenter, sur une base volontaire, leur feuille de route et leurs avancées nationales lors du Forum. Le Secrétaire général de l'ONU établit lors de ce Forum un **rapport annuel de suivi et d'examen des ODD**, et fait la synthèse des résolutions négociées de manière intergouvernementale. Ces revues visent à **faire émerger des plateformes d'échanges et favoriser la création de partenariats**.

L'**Agenda 2030** encourage les États membres à mener un suivi régulier et inclusif des progrès réalisés au niveau national et local des territoires, en s'appuyant sur les **contributions des acteurs de la société civile**.

Chaque année, une **sélection d'ODD prioritaires**, assure ainsi un suivi approfondi des objectifs de l'Agenda 2030. Le Forum politique de haut niveau 2018 s'est penché par exemple sur les ODD dédiés à l'eau (ODD 6), aux énergies propres et d'un coût abordable (ODD 7), aux villes et territoires durables (ODD 11), à la consommation et à la production responsables (ODD 12), à la biodiversité terrestre (ODD 15) et aux partenariats (ODD 17).





1 ERADICATION DE LA PAUVRETÉ ET DE LA FAIM
Éliminer l'extrême pauvreté et la faim



10 RÉDUCTION DES INÉGALITÉS
Réduire les inégalités dans les pays et d'un pays à l'autre



2 LUTTE CONTRE LA FAIM
Éliminer la faim, assurer la sécurité alimentaire, améliorer la nutrition et promouvoir l'agriculture durable



11 VILLES ET COMMUNAUTÉS DURABLES
Faire en sorte que les villes et les établissements humains soient ouverts à tous, sûrs, résilients et durables



3 ACCÈS À LA SANTÉ
Permettre à tous de vivre en bonne santé et promouvoir le bien-être de tous à tout âge



12 UNE CONSOMMATION ET UNE PRODUCTION DURABLES
Établir des modes de consommation et de production durables



4 ACCÈS À UNE ÉDUCATION DE QUALITÉ
Assurer l'accès de tous à une éducation de qualité, sur un pied d'égalité, et promouvoir les possibilités d'apprentissage tout au long de la vie



13 LUTTE CONTRE LE CHANGEMENT CLIMATIQUE
Prendre d'urgence des mesures pour lutter contre les changements climatiques et leurs répercussions



5 ÉGALITÉ ENTRE LES SEXES
Parvenir à l'égalité des sexes et autonomiser toutes les femmes et les filles



14 PROTECTION DE LA FAUNE, DE LA FLORE ET DE LA FAUNE MARINES
Conserver et exploiter de manière durable les océans, les mers et les ressources marines aux fins du développement durable



6 ACCÈS À L'EAU SALUBRE ET À L'ASSAINISSEMENT
Garantir l'accès de tous à l'eau et à l'assainissement et assurer une gestion durable des ressources en eau



15 PROTECTION DE LA FAUNE, DE LA FLORE ET DE LA FAUNE TERRESTRES
Préserver et restaurer les écosystèmes terrestres, en veillant à les exploiter de façon durable, gérer durablement les forêts, lutter contre la désertification, enrayer et inverser le processus de dégradation des sols et mettre fin à l'appauvrissement de la biodiversité



7 RECURS AUX ÉNERGIES RENOUVELABLES
Garantir l'accès de tous à des services énergétiques fiables, durables et modernes, à un coût abordable



16 JUSTICE ET PAIX
Promouvoir l'avènement de sociétés pacifiques et ouvertes à tous aux fins du développement durable, assurer l'accès de tous à la justice et mettre en place, à tous les niveaux, des institutions efficaces, responsables et ouvertes à tous



8 ACCÈS À DES EMPLOIS DÉCENTS
Promouvoir une croissance économique soutenue, partagée et durable, le plein emploi productif et un travail décent pour tous



17 PARTENARIATS POUR LES OBJECTIFS MONDIAUX
Partenariats pour la réalisation des objectifs



9 INNOVATION ET INFRASTRUCTURES
Bâtir une infrastructure résiliente, promouvoir une industrialisation durable qui profite à tous et encourager l'innovation

Avec plus de 2,5 millions d'étudiants, 92000 enseignants dont 56000 enseignants-chercheurs, 62000 personnels non enseignants et un patrimoine de 18,6 millions de m² (données 2015-2016 du MESRI), les établissements d'enseignement supérieur représentent un levier majeur de la transition vers une société durable.

Responsables de la formation des futur-e-s et actuel-le-s dirigeant-e-s, et acteurs importants de l'économie locale, ces établissements ont une forte responsabilité vis-à-vis des enjeux de développement durable. Ils se doivent aujourd'hui d'être exemplaires et d'engager leurs étudiant-e-s dans cette voie. Ces enjeux se matérialisent tout autant dans les **travaux de recherche**, l'**enseignement** que dans la **gestion des établissements**.

Objectifs internationaux, les ODD sont actuellement en cours de traduction et d'appropriation à l'échelle nationale et locale. Cette dynamique est l'occasion de **donner un nouvel élan aux démarches de développement durable des campus**. Fidèles à leur mission de transformation sociale, les établissements d'ESR ont vocation à être proactifs concernant la diffusion des ODD.

Un premier travail a été effectué dans le cadre du « Livre blanc de l'ESR ». Il a permis de mettre en rapport les stratégies nationales de l'enseignement supérieur et de la recherche (STRANES et SNR) avec les ODD et positionne l'ESR comme un acteur incontournable pour atteindre chacun des 17 ODD.

Regards croisés sur les rôles à jouer pour l'ESR

Pour la réalisation de ce guide, nous avons collecté les retours de quatre parties prenantes de l'ESR : une tutelle (Ministère de l'industrie), les associations étudiantes engagées en matière de DD (REFEDD), les familles (UNAF), une mutuelle (MGEN). Nous leur avons notamment posées les deux questions suivantes :

- Quelles sont selon vous les priorités de l'ESR ?
- Quels conseils (ou écueils à éviter) auriez-vous pour une bonne mise en œuvre des ODD dans les établissements d'ESR ?

D'après ces acteurs, l'ESR doit en priorité donner l'opportunité à chacun de poursuivre la formation initiale qu'il souhaite sans que le coût des études ne soit un frein. La formation suivie, quel que soit le domaine, doit intégrer les enjeux du développement durable. *In fine*, l'objectif est de donner les moyens aux étudiants d'être acteurs d'une économie compétitive et responsable répondant aux enjeux du XXI^e siècle.

Pour y parvenir, ils conseillent de renforcer l'information sur les dispositifs d'aides existantes ainsi que l'offre de logements étudiants. La prise en compte des enjeux de développement durable par l'ESR passe par une collaboration étroite au sein des établissements et avec leur territoire. Elle passe également par une attention portée aux interactions entre les différents enjeux.

Enfin, pour changer l'économie, il s'agit d'amplifier la mobilisation grandissante des étudiants sur le sujet ; étudiants qui sont également les professionnels de demain.

En appui aux missions de recherche et d'enseignement de l'ESR, les établissements ont un rôle important à jouer dans leur fonctionnement. **Ces enjeux se matérialisent entre autres par :**

La gestion du patrimoine et les enjeux d'économie d'énergie, de gestion des espaces verts et de protection de la biodiversité terrestre et aquatique que cela représente



L'ancrage territorial des établissements et le rôle dans le développement de villes et d'organisations durables, favorisant l'économie de ressources et leur circularité, luttant contre le changement climatique et développant une économie locale encourageant l'innovation



L'accueil des étudiants et l'amélioration du bien-être des usagers de l'établissement, en veillant à assurer son accès à tous, à lutter contre les inégalités et à favoriser un climat propice au développement des compétences dans un cadre sain

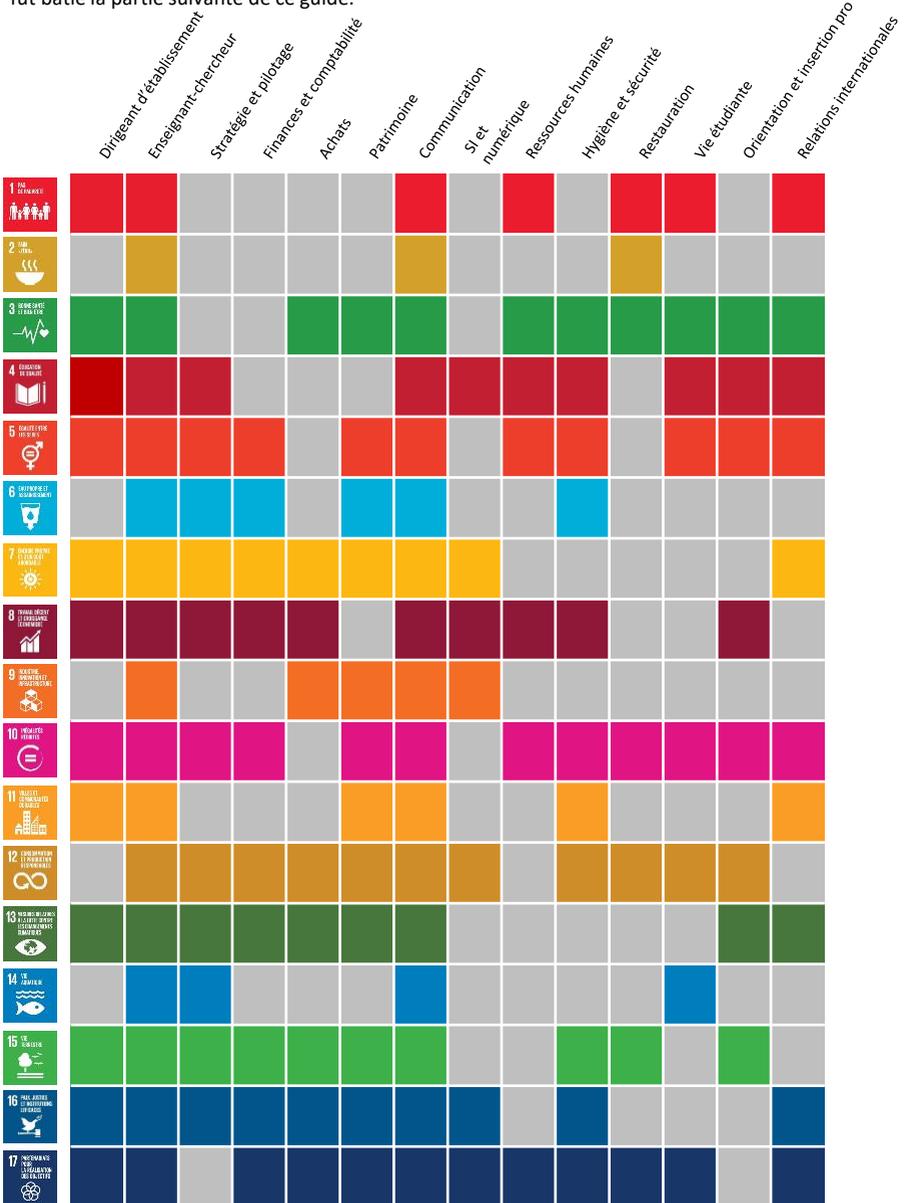


La dynamique partenariale, locale, nationale et internationale, favorisant l'émergence de bonnes pratiques.



Tous les métiers contribuent à leur manière aux ODD

L'analyse précédente permet de réaliser que les établissements d'ESR contribuent à l'ensemble des ODD à travers leur fonctionnement. Pour mener à bien celui-ci un certain nombre d'hommes et de femmes, professionnel-le-s de l'ESR, sont à l'œuvre. Sans qu'ils en aient forcément conscience, tous contribuent aux ODD. Quel que soit leur métier, chacun-e y contribue en effet à sa manière, comme le montre le tableau ci-dessous. C'est précisément à partir de ce constat que fut bâtie la partie suivante de ce guide.





PARTIE 2

Agir pour les Objectifs de Développement Durable dans le cadre de son métier

- 14 fiches métiers au service de l'engagement des professionnels de l'ESR p.15
- Des objectifs partagés entre les métiers p.129

Se voulant au plus proche du terrain et impliquant l'enseignement supérieur dans toute sa diversité, **ce guide se base sur une cinquantaine d'entretiens** effectués avec des acteurs des différentes familles de métiers de l'enseignement supérieur.

Ce matériau d'une grande richesse nous a permis d'étudier les **14 familles de métiers** suivantes :

1. Dirigeant d'établissement	p.16
2. Enseignant et enseignant-chercheur	p.25
3. Pilotage et stratégie	p.33
4. Finances et comptabilité	p.41
5. Achats	p.49
6. Patrimoine	p.57
7. Communication	p.65
8. Systèmes d'information (SI) et numérique	p.73
9. Ressources humaines (RH)	p.81
10. Hygiène et sécurité	p.89
11. Restauration	p.97
12. Vie étudiante	p.105
13. Orientation et insertion professionnelle	p.113
14. Relations internationales (RI)	p.121

Mode d'emploi des fiches métiers

Pour chaque famille de métiers, ce guide propose une fiche pratique en 8 pages abordant :

- les enjeux sociétaux de ces métiers
- les ODD principaux de ces métiers et leur mise en œuvre
- les principaux défis à relever par ces métiers.

Chaque fiche propose également des exemples de bonnes pratiques (avec les ODD auxquels chacune contribue) et donne la parole aux acteurs interrogés qui témoignent de leur engagement dans le cadre de leur métier.

Pour lutter contre les stéréotypes de genre, les fiches métiers sont rédigées en employant l'écriture inclusive. Toutefois, pour éviter d'alourdir le texte, cet emploi est limité aux pages relatives aux enjeux sociétaux des métiers.

LES OBJECTIFS DE DÉVELOPPEMENT DURABLE DANS LES MÉTIERS DE LA COMMUNICATION





ENJEUX SOCIÉTAUX POUR CES MÉTIERES

Les métiers de la communication ont pour mission de **construire et développer l'image de l'établissement**, dans le but de le faire connaître auprès des futur-e-s étudiant-e-s, de créer un sentiment d'appartenance et de **fédérer sa communauté**. En externe comme en interne, le rôle des métiers de la communication est de **valoriser les initiatives de l'établissement**. Ainsi, cette fonction est à l'interface entre les étudiant-e-s, les potentiel-le-s futur-e-s étudiant-e-s, les employeurs, et tous les services et directions de l'établissement. Cette interface se matérialise par un site internet, les réseaux sociaux, des supports papiers et des événements (salons par exemple). 85% des responsables du service communication estiment que la communication fait partie intégrante de la stratégie de leur établissement (selon une enquête de l'ARCES réalisée en 2017).

Plusieurs enjeux sociétaux se retrouvent au cœur de ces missions, tant sur le contenu, que sur les moyens de communication. Un des premiers enjeux est l'**accessibilité de l'information**. La multiplicité des canaux due au développement du numérique est un levier fort de diffusion de l'information, mais ne doit pas devenir un facteur d'exclusion. La diversité des moyens de communication est indispensable pour assurer un accès de toutes et tous à l'information. Cet enjeu est d'autant plus important qu'il influe sur l'**accès à l'enseignement supérieur pour tous**, par la promotion de l'établissement et de ses formations.

85% des responsables du service communication estiment que la communication fait partie intégrante de la stratégie de leur établissement

(Arces, 2017)

Par leur rôle au croisement de tous les services d'un établissement, un enjeu très fort pour ces métiers est **l'assurance d'une clarté et d'une fiabilité de l'information**. L'établissement d'enseignement supérieur étant un acteur de la société, son image renvoyée se doit d'être sincère et pertinente, quelle que soit l'audience de l'information diffusée.

De plus, par leur vocation à créer un sentiment d'appartenance, les métiers de la communication peuvent agir pour créer et maintenir des liens avec les diplômés, et ainsi participer à leur **accompagnement dans leur insertion professionnelle**.

Les métiers de la communication, comme tant d'autres, ont dû s'adapter à la révolution des technologies du numérique. **L'innovation continue de la communication** est donc aussi un enjeu fort de ces métiers.

Près de la moitié des communicants des écoles et universités consacrent au moins 3h par semaine aux réseaux sociaux

(Observatoire de l'Arces, résultats
2015)

“

Claire Laval-Jocteur

Ancienne directrice de la communication de l'Université Pierre et Marie Curie (UPMC), actuellement en charge du développement de la stratégie digitale à Sorbonne Université / Présidente de l'ARCES (2008-2017)

« Sorbonne Universités, issue de la fusion de plusieurs universités, a nécessité la création d'un nouveau site internet. Cette mission mobilise des services en interne et des prestataires, et surtout une cohérence des messages et des spécificités de chacun des membres. Des ateliers de coconstruction ont été organisés avec tous les acteurs de l'établissement, afin d'adapter au mieux le nouveau site aux besoins de l'utilisateur. »

Les métiers de la communication occupent une place transversale dans un établissement d'enseignement supérieur, car ils interagissent au quotidien avec toutes les directions, composantes et laboratoires de l'établissement pour lesquelles ils communiquent : la formation, les ressources humaines, les services de relations avec les entreprises et de relations internationales, la vie étudiante, le développement durable, mais aussi les achats, via lesquels ils passent des commandes. Le choix des fournisseurs et des produits a un **impact environnemental et social**. L'enjeu est de faire que **ce double impact soit positif**.



LES PRINCIPAUX ODD DES MÉTIERS DE LA COMMUNICATION ET LEURS CONTRIBUTIONS

Par leur interaction quotidienne avec tous les services et directions de leur établissement, les métiers de la communication ont un rôle de coordination afin d'assurer la cohérence entre l'image et les actes de l'établissement. Ils ont les moyens d'influencer sur les atouts et les valeurs de l'établissement à mettre en avant. Ainsi, les métiers de la communication contribuent de manière significative aux Objectifs de Développement Durable (ODD) 10, 12 et 16.

10
INÉGALITÉS
RÉDUITES



Réduire les inégalités dans les pays et d'un pays à l'autre

- ❑ Utiliser des moyens de communication adaptés à tous, quel que soit l'âge, l'origine sociale, le handicap, le pays d'origine, le genre
- ❑ Contribuer à l'égalité des chances pour l'accès à l'éducation

- ❑ Choisir des supports de communication et des *goodies* à faible impact environnemental
- ❑ Limiter la consommation de supports de communication et de *goodies*

Établir des modes de consommation et de production durables

12
CONSOMMATION
ET PRODUCTION
RESPONSABLES



16
PAIX, JUSTICE
ET INSTITUTIONS
EFFICACES



Promouvoir l'avènement de sociétés pacifiques et ouvertes à tous aux fins du développement durable, assurer l'accès de tous à la justice et mettre en place, à tous les niveaux, des institutions efficaces, responsables et ouvertes à tous

- ❑ Présenter une image de l'établissement sincère et fidèle à ses pratiques
- ❑ Assurer la pertinence et la fiabilité des informations diffusées qui valorisent l'établissement
- ❑ Garantir l'accès public à l'information

Au-delà de ces enjeux, les métiers de la communication ont aussi un rôle à jouer dans d'autres domaines du développement durable à travers les messages diffusés via les canaux de l'établissement. Par leur rôle de diffuseur d'une information fiable, juste et transparente, les métiers de la communication peuvent agir sur tous les ODD, par exemples :

- Mise en valeur des bourses proposées par l'établissement
- Valorisation d'une démarche d'alimentation responsable dans le restaurant scolaire ou dans les critères de choix de prestataires de l'établissement
- Promotion d'une campagne de lutte anti-tabac
- Mise en avant des formations liées au développement durable par rapport aux autres formations de l'établissement
- Mise en lumière des engagements de l'établissement pour lutter contre les discriminations faites aux femmes
- Présentation d'un système de récupération des eaux de pluie installé sur l'établissement
- Exposition de critères de choix d'achat de l'énergie de l'établissement pour des énergies (électricité, chaleur...) issues de ressources renouvelables
- Mise en exergue de la politique RH de l'établissement en faveur de l'inclusion des personnes en situation de handicap
- Diffusion des sujets de recherche des laboratoires rattachés à l'établissement en lien avec le développement durable
- Partage d'un plan d'action en faveur de l'insertion, de la résilience et de la gestion des risques
- Valorisation d'une démarche de sensibilisation à l'adaptation aux changements climatiques menée dans l'établissement
- Mise en avant de l'engagement de la restauration de l'établissement sur son approvisionnement en matière de pêche durable
- Exposition des critères d'achat de produits papetiers en matière de gestion durable des forêts, de produits issus du recyclage, etc.
- Mise en avant de partenariats inter-établissements avec des pays en voie de développement ayant pour but l'atteinte d'un ou plusieurs ODD, par exemple l'accès à l'éducation pour tous



“ Cendrine Le Locat

Responsable Développement durable & Responsabilité sociétale d'IMT Atlantique ayant occupé au-préalable la fonction de Chargée de Communication à Télécom Bretagne

« Au sein d'une grande école, la coopération entre la fonction développement durable et la fonction communication est essentielle, tant en interne qu'en externe. Aujourd'hui, en termes de communication externe, nous avons ESResponsible.org, un site internet collaboratif accessible à tous les établissements de l'ESR qui permet notamment de mettre en lumière leurs initiatives en faveur du développement durable. »

LES DÉFIS À RELEVER



La communication a subi une perte de popularité ces dernières années. Le scepticisme du grand public est dû à la mouvance du *greenwashing*, présente notamment chez certaines entreprises. **Gagner la confiance de son audience** est un réel défi pour les métiers de la communication. Une piste pour aller dans ce sens est de revenir à l'essentiel, de faire de la communication et de l'événementiel utiles, afin de valoriser les services de l'établissement. **L'équilibre entre excès et restriction de communication** peut être difficile à trouver. Dans un métier où l'on est souvent formé à embellir la réalité ou à cacher les points négatifs, la **transparence de l'information communiquée** reste encore un important défi à relever.

Une **adéquation entre ce que veut montrer et promouvoir l'établissement et ce qui est réellement réalisé** n'est pas simple à obtenir. Le rôle du communicant, à la croisée des services, peut être alors aussi de sensibiliser aux bonnes pratiques, via la mise en avant d'actions exemplaires, en espérant qu'elles deviennent une source d'inspiration.

“

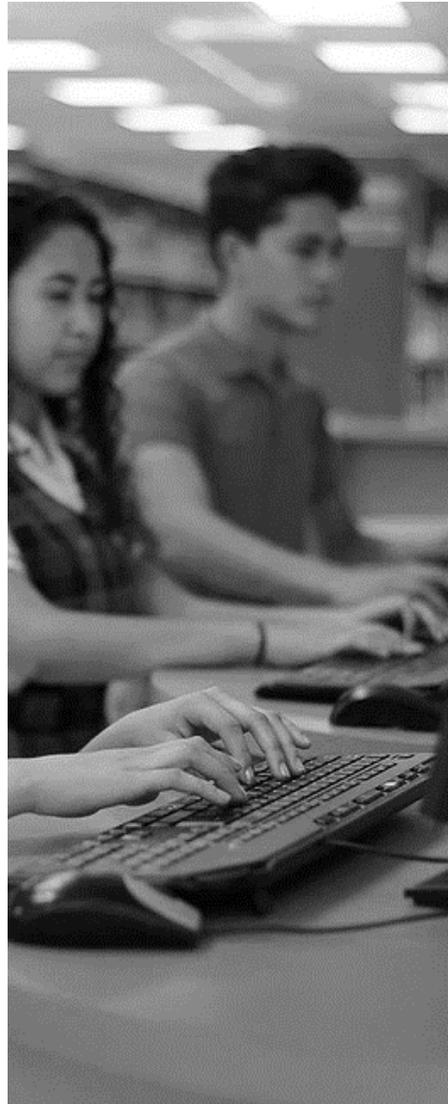
Marie Waltzer
Directrice de projets
communication à l'Université
de Cergy Pontoise

« Ma mission est de mettre en lumière les initiatives de transition écologique et sociale dans l'établissement. Le rôle de la comm' est de valoriser ce qui est fait, c'est par la pratique qu'on va convaincre. Je travaille avec les étudiants et les enseignants, qui m'aident sur la compréhension des enjeux. Je m'appuie sur une association de l'université qui organise des événements de sensibilisation. Mes projets sont par exemple une opération potager, une projection du film *Demain* et un éco-corner transition sociale. »

La communication connaît depuis plusieurs années des changements importants et la **création de nouveaux métiers** (*Community manager* par exemple) avec l'arrivée du numérique et avec l'internationalisation des établissements d'enseignement supérieur. Cela implique des transformations en profondeur des stratégies de communication. Une entraide et une veille au sein de réseaux de professionnels de la communication permet de **faciliter l'appréhension de ces changements** et d'**innover de manière coopérative**.

Le développement durable n'est pas une compétence forcément maîtrisée par les communicants, ce qui ne facilite pas son intégration dans la stratégie de communication, bien que celle-ci soit un levier primordial de diffusion des bonnes pratiques de l'établissement. Ainsi, la **collaboration entre les chargés de développement durable et de communication** peut permettre de mieux communiquer sur l'engagement de l'établissement, mais les passerelles entre métiers ne sont pas faciles. Cela permettrait d'une part d'encourager les initiatives, qui sont valorisées par cette communication, mais aussi de structurer les actions provenant de tous les niveaux et toutes les composantes de l'établissement, et de faciliter l'assurance de leur cohérence par leur partage auprès de tous.

La communication repose sur le partage de l'information. Bien que nécessaire pour favoriser la diffusion et l'accès à tous, cette information devrait être **partagée librement** (ce que proposent les licences *Creative Commons* par exemple), mais ceci se heurte au **frein culturel lié au rapport de propriété** de certaines personnes avec la connaissance. Le partage de l'information peut également se heurter à la **maîtrise des nouveaux outils**, notamment à des fins de communication interne, pas systématique chez les administratifs.



- POUR ALLER PLUS LOIN -

Métiers de la communication

Si je mets en œuvre ... ↷

je contribue à ... ↷

CIBLAGE

CONTENU

SUPPORTS

- Une remise en question de la pertinence des personnes touchées par chaque message et sur le recours à une la communication massive
- Une communication renforcée et adaptée auprès des populations ayant moins de moyens d'accéder à l'information



- Une traduction du contenu des supports de communication *a minima* en anglais
- Un appui aux valeurs promues en inventoriant les bonnes pratiques de l'établissement qui sont mises en place



- Une transparence entre les engagements de l'établissement et leur réelle mise en œuvre grâce à la mise en avant de ce qui est accompli et de ce qu'il reste à faire
- Une illustration des formations stéréotypées « pour hommes » avec des femmes et inversement
- Une coopération avec la direction du développement durable pour mettre en avant des valeurs et s'assurer que les pratiques de l'établissement sont en adéquation avec l'image renvoyée



- Une valorisation des formations dont le contenu a trait au développement durable (sur le site web, les brochures de présentation de l'établissement, etc.)
- Des ateliers de coconstruction d'un nouveau site internet avec les services, enseignants, étudiants, *alumni*s, doctorants...



- Le respect des normes d'accessibilité web (standard WCAG, certification Accessiweb, label e-accessible)
- L'application du « référentiel d'éco-conception web » lors de la création ou de la refonte d'un site internet



- La diffusion du contenu du site web sous une licence *Creative Commons*



- Des critères pour les fournisseurs de papiers : gestion durable des forêts (FSC, PEFC, Ange bleu), papier recyclé, et pour les imprimeurs (labels Imprim'Vert, certification ISO 14001...)
- Des critères de choix des matériaux des *goodies* pour limiter l'impact environnemental de leur fabrication : issus de matériaux recyclés, label agriculture biologique...



- Des critères de choix des *goodies* pour limiter l'impact environnemental de leur fin de vie : reprise des *goodies* non utilisés, *goodies* facilement recyclables (en carton par exemple), *goodies* réutilisables
- Un arrêt de la distribution systématique de flyers et/ou de *goodies*



- Une absence de dates ou de marqueurs uniques sur les supports (kakémono, flyers...) pour faciliter leur réutilisation
- Une formation des étudiants et lycéens lors des salons à utiliser le site internet pour rechercher des informations, pour éviter de distribuer des plaquettes volumineuses à profusion



- Des critères sociaux et environnementaux pour les prestataires : société locale, secteur adapté ou secteur protégé, produits sans emballages, label commerce équitable...



- Le partage des pratiques vertueuses de l'établissement sous forme de fiches bonnes pratiques (ou de pages sur la plateforme ESResponsible.org)



- L'utilisation de supports peu consommateurs d'énergie, faciles à créer, faciles à consulter, et dont la forme ne prend pas le dessus sur le contenu (par exemple des podcasts)



- Des partenariats ou des choix de sponsors pour les événements en accord avec les valeurs promues par les ODD



- Des critères pour les prestataires traiteurs : saisonnalité des produits, pratiques agricoles (raisonné, bio, biodynamie, etc.), protection des ressources marines (label FSC, exclusion d'espèces surpêchées, etc.)

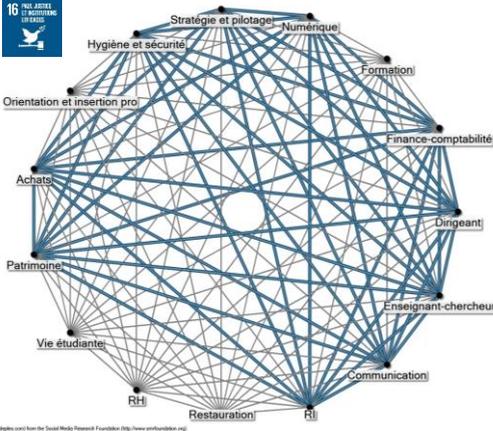
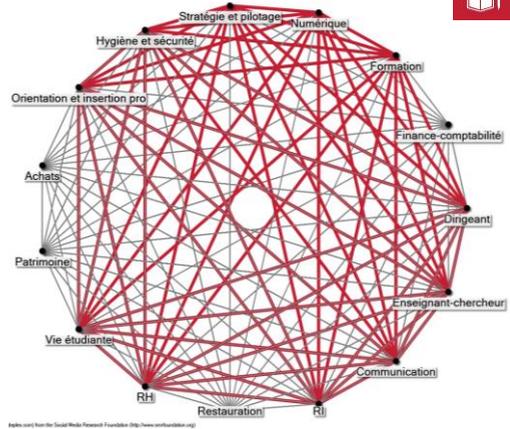


- L'organisation d'événements autour d'initiatives contribuant aux ODD (projection de documentaires...) et/ou appuyant les initiatives de l'établissement en faveur du développement durable



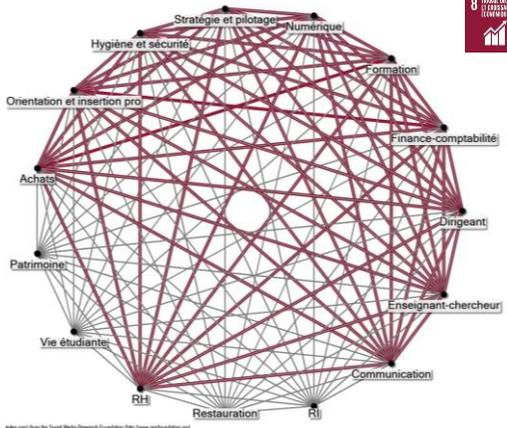
Des objectifs partagés entre les métiers

Au-delà d'une analyse métier par métier, il est possible de se servir des ODD pour étudier les relations entre les métiers de l'ESR. En reliant les différents métiers à l'aide des ODD qu'ils ont en commun, il est possible d'établir un réseau de relations actuelles ou potentielles. **Les 17 ODD créent ainsi un réseau de plus de 650 relations entre les métiers.** Afin d'illustrer la complexité de ces relations, nous avons choisi de les représenter sous forme de graphes représentant les réseaux de relations pour plusieurs ODD (choisis à titre d'exemple). Sur ces graphes, chaque point correspond à un métier, chaque arrête matérialise une relation entre deux métiers (autrement dit un ODD partagé par deux métiers). Les arrêtes colorés correspondent aux relations impliquant l'ODD concerné. Les arrêtes grises, celles en impliquant un autre.



La capacité des établissements de répondre aux enjeux environnementaux et sociaux dépend directement de la qualité des relations entre les professionnels. En effet, aucune des familles de métiers n'a la capacité de répondre seule à ces enjeux. Ce constat est d'ailleurs pleinement intégré dans les ODD eux-mêmes, l'ODD 17 étant consacré aux « partenariats pour la réalisation des objectifs ». Prendre conscience de ces relations et les illustrer comme nous le faisons ici est une chose. Etudier leurs effets en est une autre, qui mériterait une analyse à part entière.

Si le fonctionnement en silo (chaque métier évoluant de manière isolée) **semble encore présent et décrié par certains professionnels, chaque métier agit d'ores et déjà en lien avec d'autres.** Nous pouvons estimer que l'on se situe au milieu du gué sur le sujet. D'une part, certaines pratiques professionnelles déclouonnent de fait le fonctionnement de l'établissement. D'autre part, certaines actions s'effectuent toujours en parallèle sans croisement ou coordination entre les métiers.





CONTACTS

CPU

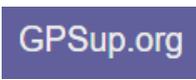
103 Bvd St Michel 75005 PARIS
celine.leroy@cpu.fr
www.cpu.fr

CGE

11 rue Carrier-Belleuse 75015 PARIS
gerald.majou@cge.asso.fr
www.cge.asso.fr

B&L évolution

21 rue Voltaire 75011 PARIS
contact@bl-evolution.com
www.bl-evolution.com



Crédit Photos :
© Université de La Rochelle : pages 3, 5, 97 et 105
© Geoffrey Mathieu page 94
© Christophe Filieule : page 95
© Crous de Strasbourg : page 102
© Benoit Wehrle : page 103
© Pixabay : autres photos